

# BULLETIN APPAS

ANCIENS PRISONNIERS POLITIQUES ARGENTINS EN SUISSE  
Bd. Carl Vogt 7 - 1205 Genève - CCP 12-12768



## Les prisonniers politiques de Rawson

### 1. INTRODUCTION

Nous, prisonniers politiques de Rawson, en profitant des circonstances très particulières qui se présentent, voulons franchir les murailles de notre prison. La situation, si critique que traverse notre peuple, est assez connue. Le coup militaire du 24.3.1975 a fait renverser le Gouvernement Constitutionnel élu par le peuple. Avec la déchéance des institutions démocratiques, la dictature militaire met en évidence son caractère clairement subversif. Elle fait table rase de la Constitution Nationale en ignorant ainsi ses principes fondamentaux et elle impose par la force un régime de terreur et de silence dont, par exemple : la suspension des activités politiques, le contrôle des associations professionnelles, la subordination du Corps Judiciaire, la dissolution des centres d'étudiants, la censure des moyens de communication qui n'ont été que le commencement.

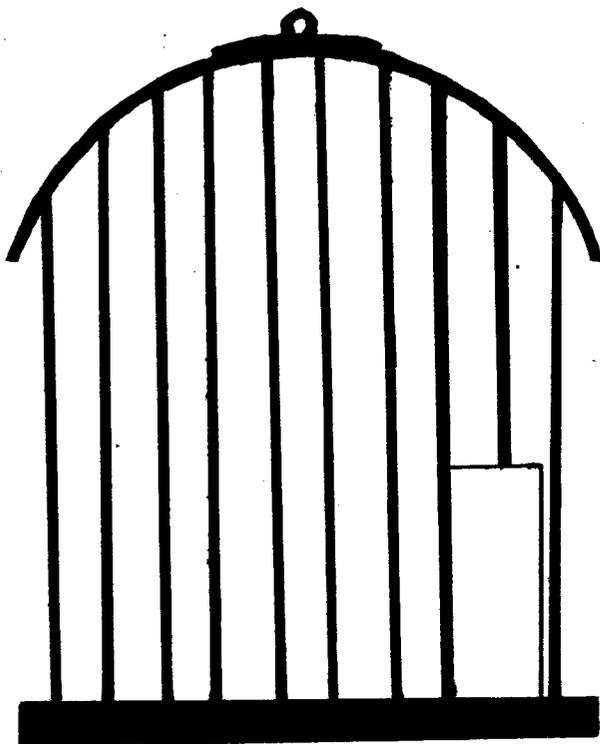
Des milliers de morts, des séquestrations, des tortures, des fusillades, des persécutions systématiques des familles de prisonniers politiques, des transferts des prisonniers politiques comme otages, ont été les conséquences logiques de la militarisation de la société argentine. Des camps de concentration, des sentences arbitraires, sans aucune possibilité réelle d'avoir recours au droit de la défense (séquestration et intimidation d'avocats qui prenaient la défense), des transferts arbitraires, par les Forces Armées, sans avoir besoin d'aucune autorisation judiciaire, ce n'est qu'une partie des aberrations juridiques légales auxquelles nous sommes soumis, nous qui avons réussi à survivre aux camps de concentrations et aux prisons de dictature militaire. Faut-il présenter d'autres preuves que les orphelins, les veuves, les épouses, et les enfants des disparus qui n'ont même pas la consolation de pleurer leurs proches. Ne sommes-nous pas, nous les prisonniers politiques et nos proches, les témoins et la mémoire d'une époque qui laisse et a laissé des cicatrices impossibles à soigner sur le peuple de notre patrie? Jusqu'où prétendent-ils aller avec leur haine irrationnelle et sanglante? Est-ce que nous devons nous sentir coupables et nous repentir d'aspirer, de désirer une patrie juste et de lutter pour elle, pour que nos enfants puissent vivre en liberté?

Nous avons vécu des souffrances et des tensions continuelles vivant dans une incertitude constante. En 1978, l'opposition nationale et internationale au régime a mis un frein à notre long isolement et à une politique d'anéantissement telle les exécutions sommaires.

En 1979, le décret loi 780 par lequel on introduirait quelques minces modifications dans le régime des prisons, est porté à notre connaissance; rien n'est mis en pratique. C'était seulement pour l'opinion publique. Cette même année, les prisonniers sont concentrés dans les prisons de Caseros et Devoto (Femmes), à L'Unité 9 de la Plata (Province de Bs AS) et à Rawson (province de Chubut). La prison de Rawson a été utilisée comme Institut de la Sécurité Fédérale pour loger les détenus particulièrement dangereux, selon le décret loi 2023. Nos proches déambulent depuis cinq ans dans les couloirs des ministères et des corridors de l'Armée, cherchant, demandant, exigeant des réponses pour connaître notre situation. Tout est incertain d'un bureau à l'autre, d'une démarche à l'autre. Un capitaine recommande un colonel, celui-ci un Major et ainsi de suite indéfiniment. Nos demandes et nos libertés dorment dans des dossiers qu'on suppose à l'étude. Il y a 5 ans qu'ils les étudient. La bureaucratie militaire s'est développée à un tel point dans le système argentin qu'elle contrôle absolument tout.

Tout le système contribue à notre destruction psycho-physique : de l'incertitude quant à notre futur jusqu'à notre nourriture, les soins médicaux et le caractère militaire du régime. Tout fait appel à notre cerveau. Ils prétendent nous transformer en robot, en objet, nous automatiser, nous dépersonnaliser, nous vider en tant qu'individus pour pouvoir ainsi nier notre existence humaine, nier notre passé, notre présent, notre futur. L'arrogance, l'orgueil, le mépris et l'insensibilité de la dictature militaire ne nous laissent que 4 choix : le suicide (Edgardo Guerra s'est suicidé en octobre 1979 dans cette prison, Leonardo Amaya, après sa tentative de suicide, a été transféré à Devoto où il est décédé plus tard), la folie, la déshonneur (nous transformant en collaborateurs) ou bien la préservation de notre dignité. Mais, pour la dictature militaire, dignité est synonyme de rébellion et la rébellion se paie avec la prison et la prison avec notre destruction psycho-physique. Nous, les prisonniers confinés aujourd'hui dans la prison de Rawson, nous avons parcouru toutes les expériences des prisons argentines : Cordoba, Resistencia, La Plata, Sierra Unica, Coronda et des camps de concentration et nous croyons alors être à même d'affirmer que l'Institut de Sécurité de Rawson est aujourd'hui, en Argentine, le centre spécialisé de destruction psycho-physique. Tout est à sa place, tout est planifié, contrôlé, supervisé. Nous faisons partie d'une machine dont le seul but est notre destruction. C'est pour cela que nous voulons faire connaître ce système appareil qui nous suffoque.

Ceci est l'introduction d'un témoignage fait par les prisonniers de Rawson pour dénoncer la situation inhumaine dans laquelle ils se trouvent ainsi que le plan d'anéantissement des prisonniers politiques de la dictature. Nous pouvons vous faire parvenir ce document de dénonciation si vous nous faites parvenir la demande écrite.



Ceci n'est pas une cage vide,  
mais un oiseau en liberté !

1977 - 30 avril - 1981

4 ans à la Place de Mai !  
4 ans de lutte !  
4 ans de silence !



Dans la journée des Mères de la Place de Mai,  
nous exigeons l'apparition en vie  
de tous les "détenus-disparus".

De la prison de Villa Devoto:

Lettre des mères détenues

En Argentine, des milliers d'enfants voient leurs droits foulés aux pieds: l'alimentation, l'éducation, la santé, la famille, les droits de l'enfance les plus élémentaires leur sont niés par un régime injuste et cruel. Nos enfants, enfants de détenus politiques, sont un témoignage partiel de ces souffrances.

"Maman, tu as des bras et des jambes, et des yeux et une bouche ?", "Grand-maman, c'est quoi un parloir ?", "Un parloir c'est une fenêtre, et derrière la fenêtre il y a maman, la fenêtre a un tube avec un tas de petits trous et par ces trous tu peux écouter ce que te dit maman et elle t'écouterait aussi".

Au milieu de l'année 1976, quand commença à Villa Devoto la construction de parloirs à vitres, nous savions que les militaires préparaient un nouveau coup, un de plus parmi ceux que notre peuple supporte jour après jour. Ils prétendent frapper nos coeurs, nous priver de l'air pur de la liberté et de la confiance que nous témoignent jour après jour nos proches. Ils voulaient nous chasser du coeur de nos enfants, presque tous en bas âge, et, en même temps, être présents à chaque visite et écouter derrière chaque microphone...

Ce sont nos enfants qui ont souffert le plus. Une visite après l'autre, nous les vîmes étirer leur tête jusqu'à la hauteur du micro, parfois ils oublièrent et parlaient loin de lui et nous ne pouvions pas les entendre. Des fois, parce qu'ils nous regardaient, ils oublièrent d'appuyer l'oreille.

"Nous voulons casser la vitre". disaient-ils. "Il manque peu de temps, maintenant j'ai comme ça (et ils tendaient trois ou quatre doigts), quand j'aurai comme ça (un de plus), je viendrai casser la vitre, je lui prends la clé et je te libère à toi et à toutes les mamans, tu sais ?".

Trois ans plus tard, après une longue lutte et beaucoup d'efforts, nous eûmes la première visite de contact avec les enfants, le 28/9/79, pendant 15 minutes.

Les enfants attendaient dans la cour de la prison; ils étaient entrés seuls, main dans la main, accompagnés par une gardienne. Les plus grands portaient les plus petits dans leurs bras; ceux-ci pleuraient et avaient peur d'entrer... Nos larmes et la satisfaction pour ce petit triomphe palpitaient derrière les fenêtres, triomphe tellement grand pour nous.

Quand les mamans commencèrent à arriver, quelques enfants sautèrent dans les bras qu'elles leur tendaient pour les atteindre. Quelques enfants ne connaissaient pas leur mère, plus particulièrement les enfants qui viennent de l'intérieur du pays (Villa Devoto se trouve à

6 Buenos Aires) et qui, du fait de la situation économique, n'avaient jamais pu venir à la visite auparavant. Un enfant, par exemple, s'approche de la porte par laquelle entraient les camarades, et à chacune qui arrivait il demandait: "Tu es ma maman?".

Il y en eut qui voulurent jouer avec leur mère et on les vit grimper sur le dos ou jouer à la "couratte". Mais la majorité préférèrent serrer leur maman de près, la caresser et recevoir ses caresses, la consolation pour les premières larmes de la rencontre. "Je ne veux plus jouer, maman, discutons".

Et leurs questions, leurs impatiences si justes: "Pourquoi est-ce que tu ne viens pas?", "Pourquoi est-ce qu'ils ne te laissent plus sortir?", "Un jour ils se repentiront de garder là-dedans tant de mamans et ils les laisseront sortir, n'est-ce pas?".

Les mamans découvraient la couleur des yeux (impénétrables à travers la vitre), la taille, l'infinie tendresse des caresses enfantines.

Les quinze minutes s'écoulèrent en un clin d'oeil. La dernière embrassade, en serrant le petit mouchoir brodé, caché dans la poche (le cadeau interdit).

Ils s'en allèrent en se tenant par la main et ils virent les mères remonter les escaliers; ils saluaient "chau, maman" en chœur, en agitant leurs petites mains (le cri de "silence.!!!" des gardiennes était impuissant à réprimer les réactions de tendresse).

Et les enfants s'en allèrent avec leur large sourire.

"Ma maman a des pieds et de jambes", "ma maman marche et se penche", "ma maman sait courir, comme moi", "ma maman est grande et jolie et elle m'a soulevé", "ma maman a des cheveux doux", "c'était chouette la visite, on a joué avec maman, on a raconté des histoires!".

Et c'est alors qu'on ressent plus fortement comment ils sont en train de nous priver de quelque chose de très grand et de très profond.

La Déclaration des Droits de l'Enfant de l'ONU affirme entre autre que les enfants doivent avoir:

"droit à une protection spéciale pour leur développement physique, mental et social";

"droit à la compréhension de la part de leurs parents et de la société".

Nous, femmes prisonnières de la dictature criminelle dont souffre notre Patrie, aspirons à ce que ces droits soient respectés et à cette fin, nous joignons notre lutte à celle de nos proches, de l'Eglise, des organismes nationaux et internationaux défenseurs des Droits de l'Homme, des pays démocratiques, des hommes et des femmes qui de par le monde font don de leur énergie pour que les enfants retrouvent leurs parents détenus ou disparus, pour qu'on ne leur refuse pas le droit de les embrasser, pour qu'ils ne souffrent pas les conséquences de la misère et de la répression.

Prisonnières politiques de Villa Devoto - 1980

### Apportez leur votre soutien

En lisant les rapports sur l'Argentine, vous avez un petit aperçu sur les conditions difficiles dans lesquelles vivent les prisonniers argentins. Leur résistance héroïque mérite bien un soutien concret. Nous vous proposons donc de parrainer un prisonnier politique argentin.

Quels sont les buts de ce parrainage ?

Il s'agit de fournir un soutien moral et matériel au prisonnier et par là même à sa famille. Le soutien moral aide la famille à continuer les démarches, souvent pénibles, pour visiter le prisonnier, pour tenter d'obtenir un visa, pour obtenir sa libération. Le fait de savoir que quelqu'un s'occupe de lui à l'étranger, donne au prisonnier des forces nouvelles pour supporter les dures conditions de détention. Les autres prisonniers se rendent compte aussi qu'ils ne sont pas seuls. L'appui économique permettra au prisonnier d'acheter à la prison la nourriture (lait, fromage, "mate", etc.) indispensable pour compléter un régime alimentaire très pauvre.

Comment réaliser ce parrainage ?

Le prisonnier ne peut recevoir que de la correspondance de ses proches parents. Nous vous proposons donc de maintenir une correspondance avec la famille du prisonnier, qui la lui transmettra. Le prisonnier a besoin d'un soutien régulier. C'est pour cela que nous vous proposons de fixer une somme (même si elle est minime) que vous lui ferez parvenir par sa famille tous les mois. Il serait également important d'écrire aux autorités argentines pour manifester votre préoccupation à son sujet. Pour ces parrainages, vous pouvez constituer un petit groupe avec vos connaissances.

Le groupe APPAS (Anciens Prisonniers Politiques Argentins en Suisse) reste à votre disposition pour des informations plus complètes.

PARRAINEZ UN PRISONNIER POLITIQUE !

### IMPRESSIONS D'UN PARRAIN DE PRISONNIER POLITIQUE

=====

L'injustice sociale, l'absence de liberté, l'oppression ne peuvent que susciter des sentiments de révolte qui se concrétisent dans des actions de solidarité, dans des revendications ou luttes politiques. Les motivations à agir sont complexes et recouvrent le plus souvent un mélange de solidarité et de culpabilité. Pour ma part, j'ai été particulièrement touchée par le témoignage d'un ancien prisonnier uruguayen, ce qui m'a incité à choisir de parrainer une jeune fille détenue à Buenos Aires pour des motifs politiques. La dimension personnelle de cette action me donne l'espoir de pouvoir intervenir dans une situation concrète en apportant une aide - aussi limitée soit-elle - sous la forme d'envoi de lettres, de livres et d'argent. C'est un engagement que j'envisage comme complémentaire à celui du militant agissant au niveau des institutions et du système socio-politique. En m'adressant à cette prisonnière, je deviens en quelque sorte solidaire de sa lutte, ce qui est une manière d'intégrer aussi une dimension politique dans un soutien que je situe avant tout au plan humain. Il m'est plus facile de m'identifier au sort d'une personne qu'à celui d'un peuple. Dans ce sens j'ai fait le choix d'une forme d'action à la mesure de mes possibilités et correspondant à une vision personnelle très pragmatique de la réalité.

M.B.

APPAS (Anciens Prisonniers Politiques Argentins en Suisse), récemment créée à Genève, n'est pas le premier groupement d'anciens prisonniers. APPAS fait partie d'un ensemble d'associations qui se trouvent à New York, Madrid, etc., et qui travaillent coude à coude avec les familles des prisonniers pour leur libération.

Le fait d'avoir souffert personnellement cette situation, fait que nous connaissons directement l'état des camarades prisonniers, la cruauté des prisons argentines, qui cependant se renouvelle sans cesse. Nous, qui avons retrouvé la liberté, sommes moralement engagés pour aider nos camarades qui sont restés en prison, ainsi que leur famille.

C'est pour cette solidarité que nous nous adressons au peuple suisse. Chacun de nous, chaque prisonnier libéré est un jalon dans la lutte, une preuve de l'importance de la solidarité internationale. Nous vous demandons donc la solidarité pour chacun de nos camarades, avec nom et prénom, avec sa famille, avec son histoire personnelle, avec ses convictions, ce qui est en fait l'appui à la lutte de tout le peuple argentin.

Ce n'est pas nous qui dénonçons, mais les prisonniers eux-mêmes, et il en sera toujours ainsi depuis ces pages.

---

envoyez-nous ce talon  
APPAS - Karl Vogt 7 - 1205 Genève -

Je désire réaliser un parrainage  
Je désire recevoir de l'information sur l'Argentine

Nom..... tél. ....

Adresse.....

---

